

Pour l'avenir, les données économiques fondamentales restent saines et bien orientées : l'inflation s'est stabilisée à un niveau faible, les taux d'intérêt ont considérablement baissé, atteignant des niveaux historiquement bas dans certains de nos pays, et les déséquilibres internes et externes se sont sensiblement réduits. Cependant, nous reconnaissons que des difficultés demeurent : les déficits et la dette publique restent trop élevés et l'épargne nationale trop faible, le chômage se maintient à un niveau inacceptable dans de nombreux pays, et, malgré tous les progrès déjà accomplis en matière de réformes structurelles, nos économies ont encore une capacité d'adaptation insuffisante.

En dehors des pays du G7, les perspectives économiques sont également très encourageantes. Les pays émergents continuent à enregistrer une croissance forte. Des politiques macroéconomiques saines et les progrès accomplis dans la mise en place d'institutions adaptées à l'économie de marché, ont contribué à l'amélioration des résultats économiques dans de nombreux pays en développement ou en transition.

8. Dans ce contexte, nos politiques économiques resteront orientées vers une croissance soutenue et non inflationniste. Il s'agit d'une condition préalable indispensable à la création d'emplois et à la baisse du chômage. Tout en reconnaissant que nos situations individuelles peuvent être différentes, nous partageons la même stratégie économique à moyen terme fondée sur des programmes crédibles d'assainissement des finances publiques, des politiques efficaces de stabilité des prix, et par voie de conséquence des taux d'intérêts bas, ainsi que des réformes structurelles d'envergure. Cette stratégie devrait stimuler l'investissement, la croissance et la création d'emplois. Elle favorisera la réduction des déséquilibres extérieurs et, par là même, la stabilité monétaire internationale et le maintien des conditions nécessaires à une croissance harmonieuse des échanges et de l'activité au niveau mondial.

9. La prévention des désajustements des taux de change, qui peuvent accroître l'incertitude dans l'économie mondiale et handicaper les échanges et la croissance, doit être fondée avant tout sur des politiques économiques saines. Nous nous réjouissons des mouvements significatifs des principales monnaies depuis avril 1995. Il s'agit là d'une évolution positive et prometteuse qui a contribué à améliorer les conditions d'une croissance soutenue au sein du G7. Nous souscrivons aux conclusions de nos ministres des Finances sur la stabilité monétaire internationale. Nous leur demandons de poursuivre leur étroite coopération en matière de politique économique et sur les marchés des changes. À cet égard, nous attachons de l'importance à la mise en œuvre de dispositifs plus efficaces et concrets pour faire face aux risques liés au fonctionnement des marchés financiers dans le contexte de la mondialisation et nous demandons à nos ministres de nous faire rapport sur cette question lors de notre prochain Sommet.